

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 02/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TESSERON COGNAC SAS

2 boulevard charles Franc-BP 23
(ancien Boulevard de Pelisse)
16120 Châteauneuf-Sur-Charente

Références : 2026 525 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007205530

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement TESSERON COGNAC SAS implanté 2 boulevard charles Franc-BP 23 (ancien Boulevard de Pelisse) 16120 Châteauneuf-sur-Charente. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée pour observer les actions correctives déployées pour lever les constats de la précédente inspection datant de 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TESSERON COGNAC SAS
- 2 boulevard charles Franc-BP 23 (ancien Boulevard de Pelisse) 16120 Châteauneuf-sur-Charente
- Code AIOT : 0007205530
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est régi par l'arrêté préfectoral du 08/04/2009 complété les 07/08/2024 et 17/02/2026.

L'exploitant est :

- autorisé pour le stockage d'alcools de bouche au titre de la rubrique 4755 ;
- enregistré pour les activités de distillation au titre de la rubrique 2250 et de conditionnement et de préparation de vins au titre de la rubrique 2251.

L'activité est compliquée au regard de la conjoncture de la filière; les activités de distillation ont eu lieu sur une courte période pour la campagne 2025-2026 (du 6 novembre au 6 décembre 2025). Le chiffre d'affaires est en baisse et la projection 2025/2026 est de l'ordre de 1,7 M€ (pour un chiffre d'affaires, les années "normales", de l'ordre de 3,5 M€).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Démarche de réduction du risque	AP Complémentaire du 17/02/2026, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	10 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations électriques et ATEX	AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.4	Sans objet
2	Installations électriques	AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.4	Sans objet
3	Mise à la terre	AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.4	Sans objet
4	Foudre	AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.7	Sans objet
5	Désenfumage	AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.5.3	Sans objet
6	Détection incendie	AP Complémentaire du 08/04/2009, article 13.5.3	Sans objet
7	Défense incendie	AP Complémentaire du 07/08/2024, article 2.4	Sans objet
8	Fosse d'extinction et rétention déportée	Arrêté Préfectoral du 17/02/2026, article 4	Sans objet
9	Maison	Arrêté Préfectoral du 17/02/2026,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'habitation interne au périmètre ICPE	article 6	
10	Rétention cuverie vins	Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 2.1	Sans objet
11	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 17/02/2026, article 3	Sans objet
12	Aires de dépotage et rétention	Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de relever que l'exploitant avait bien mis en place les actions correctives pour remédier à tous les écarts notifiés en avril 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques et ATEX

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2024 :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser une étude de recensement des zones ATEX de son établissement et de déployer les pictogrammes « Ex » au niveau des zones retenues ; - réaliser un audit d'adéquation de la conformité des matériels électriques et non électriques présents dans les zones ATEX par rapport au zonage retenu ; le cas échéant, l'exploitant propose à l'inspection un calendrier pour la mise en conformité des installations. <p>Lors du prochain contrôle des installations électriques, il est demandé à l'exploitant de fournir à l'organisme en charge du contrôle, le plan des zones à risque ATEX, le DRPCE et les déclarations de conformité et notices des matériels présents dans les zones ATEX.</p> <p>L'absence de mise en place des actions suscitées expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser le contrôle des installations électriques en mai 2025 par l'APAVE. 3 observations nouvelles ont été relevées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - distillerie - chaufferie : dispositif de coupure d'urgence non opérant sur l'armoire froid ; - mise en bouteille : entrée câble défectueuse au niveau du presse étoupe d'un moteur de la scotcheuse ; - local vestiaire : fixation non satisfaisante d'une protection vers le coffret général. <p>Le certificat Q18 précise que :</p>

- le plan des zones à risque et le DRPCE ont été communiqués au contrôleur ;
- la vérification des installations électriques n'a été que partielle (vérification de la maison d'habitation non faite et les chais « cinémas » qui sont hors tension) ;
- la coupure totale des installations a été réalisée et que l'ensemble des dispositifs différentiels de l'ensemble du site y compris des chais ont été testés ;
- l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Concernant les installations non vérifiées, il s'avère qu'elles sont vides ; la maison n'est pas occupée par des tiers (interdiction par l'arrêté) et les chais « cinémas » (ce sont les chais référencés 12, 13 et 14) ne sont plus exploités pour le stockage d'alcools. L'inspecteur a bien constaté cet état de fait lors de sa visite terrain.

Enfin suite à la dernière inspection d'avril 2024, l'exploitant avait justifié de la réalisation du DRPCE de son site et de la mise à niveau des installations en termes de conformité matérielle des équipements situés en zone ATEX (cf. rapport APAVE de juillet 2024 notamment). Les éléments transmis n'appellent pas de remarques à ce jour mais l'inspection invite l'exploitant à procéder à de nouvelles vérifications périodiques pour s'assurer de la conformité ATEX dans le temps.

Toutefois le rapport APAVE de 2024 prévoit notamment que :

- chai de l'entrée - cuves inox : cuves à mettre à la terre, étudier la possibilité d'installer un détecteur gaz, étudier la possibilité de mettre des événements en extérieur ;
- mettre les logos ATEX au niveau des zones concernées y compris au niveau des aires de dépotage ;
- chai 11 - cuves inox : cuves à mettre à la terre ;
- stockage de bouteilles de gaz - zone de rangement à formaliser par une matérialisation au sol et par l'installation de casiers ;
- ...

Par sondage sur le terrain concernant les points supra :

- les marquages « Ex » des zones ATEX ont bien été constatés par sondage au niveau de la distillerie et de l'arrivée gaz ;
- les cuves inox des chais de l'entrée et 11 ont bien été mises à la terre ;
- la zone de stockage de bouteilles de gaz a été réaménagée et celles-ci sont stockées dans un rack dédié.

Concernant la mise en place les points liés à l'ajout d'événements déportés et d'un système de détection gaz dans le chai de l'entrée de la distillerie, l'exploitant a indiqué que « ces actions ne lui paraissent pas être considérées comme obligatoire mais comme des suggestions d'amélioration ». L'inspection en prend note et rappelle que le déploiement de telles actions relèvent de la responsabilité de l'exploitant. A noter toutefois que la réglementation spécifique aux alcools ne prévoit pas spécifiquement l'ajout d'un système de détection gaz et le déport des événements des cuves inox.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Constat lors de la VI de 2024 :

Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé par l'APAVE le 18/07/2023.

Il a été transmis à l'inspection et l'inspection relève les éléments suivants :

-la vérification des installations électriques n'a été réalisée que partiellement ; en effet, les essais des dispositifs différentiels des chais n'ont pas été réalisés depuis l'origine ; seules les installations de tonnellerie, de garage (stockage) et de distillation ont été contrôlées mais pas les chais.

-sur les installations électriques contrôlées que partiellement, celles-ci peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion ; l'exploitant a indiqué que la société BRUNET avait mis en place début 2024 les actions correctives nécessaires pour lever les non-conformités électriques au nombre de 6.

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de transmettre à l'inspection le justificatif de levée des non-conformités électriques observées par l'APAVE lors de son contrôle de juillet 2023.

Il est demandé à l'exploitant de réaliser le contrôle des dispositifs différentiels des chais lors du prochain contrôle des installations électriques à réaliser au courant de l'été 2024.

Constats :

Au regard du point de contrôle précédent, il est bien relevé qu'aucune non-conformité historique n'est observée ; ce qui traduit que l'exploitant a bien levé les non-conformités passées.

Enfin, le contrôle de 2025 a bien permis de réaliser un essai de coupure totale de l'ensemble des dispositifs différentiels y compris des chais.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise à la terre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Constat lors de la VI de 2024 :

Le rapport de l'APAVE de contrôle des installations électriques du 18/07/2023 précise que des prises de terre ont été contrôlées et notamment :

- prise de terre bureaux-prise de terre TGBT distillerie
- prise de terre Chai Coubray, tonnellerie, Chai 10, Chais Tétard, Chai 11, Chai 8, garage,...

Lors de la visite des installations, il a été constaté que :

- les cuves inox de stockage d'alcools et 6 des 8 alambics sont bien reliés à la terre ;
- les racks supportant des tonneaux / barriques ne sont pas mis à la terre ;
- les deux aires de chargement / déchargement d'alcools (une au niveau de la distillerie et une au niveau des chais) étaient bien associées à des prises de terre pour les citernes mobiles.

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de réaliser un contrôle exhaustif des mises à la terre

des équipements et de remettre en conformité les équipements ne disposant pas de mise à la terre (notamment 2 des 8 alambics et les racks métalliques suscités).
L'absence de mise en place des actions suscitées expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.
Constats : Lors de la visite des installations et par sondage, il a bien été relevé que les racks métalliques supportant des barriques / tonneaux (chais 9 et Testard), ont bien été raccordés à la terre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.2.7
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Constat lors de la VI de 2024 : Il est demandé à l'exploitant de réaliser, sous trois mois, une ARF et le cas échéant ensuite une ETF (étude technique foudre) portant sur l'ensemble de l'établissement afin de s'assurer que la protection foudre est suffisante et le cas échéant, définir les travaux complémentaires de sorte à garantir une protection complète du site. L'exploitant réalise les travaux complémentaires requis. Il réalise également une vérification complémentaire foudre concernant la conformité des câblages des parafoudres et de la conformité des parafoudres secondaires. L'absence de mise en place des actions suscitées expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.
Constats : Des mises à jour des études foudre ont été réalisées en juin 2024. L'exploitant a procédé à l'issue à la réalisation de quelques travaux et à une vérification complète des protections foudre en juin 2025 par l'APAVE. Il ressort de ce contrôle que plusieurs anomalies ont été soulevées dont : <ul style="list-style-type: none"> - regards à nettoyer afin d'éviter la corrosion des connexions à l'intérieur ; cela concerne les 4 regards en bas des 4 conducteurs de descente des PDA situés proche de la tonnellerie et du chai Testard ; - proche distillerie : absence de liaison équipotentielle sur la canalisation d'eau dans le regard ; - quai extérieur : le parafoudre sur les services de puissance est à remplacer par un modèle équivalent ; - chai entrée / garage + bureaux / accueils : absence de parafoudres sur la centrale incendie considérée comme EIPS ; - entrée chai Coubret : absence de parafoudres sur le tableau général ;

<p>- chai Testard : prise de terre à améliorer pour redescendre sous les 10 ohms et absence de plaque sur le regard au sol du conducteur du PDA et pas de compteur d'impact ;</p> <p>- etc.</p> <p>L'exploitant a présenté une facture de la société INDELEC datant du 31/10/2025 consignant la réalisation de tous les travaux permettant de lever les anomalies supra.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Désenfumage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/04/2009, article 6.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2024 :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de ... doter les velux installés en partie haute de la distillerie d'un dispositif de commande conforme pour permettre l'évacuation des fumées en cas d'incendie.</p> <p>L'absence de mise en place des actions suscitées expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection d'avril 2024, l'exploitant a procédé aux travaux nécessaires pour rendre son installation conforme. En outre, la visite des installations a permis de relever la présence d'exutoires de désenfumage raccordés à des commandes manuelles de désenfumage.</p> <p>Aussi, l'exploitant a présenté le dernier rapport en sa possession de vérification du désenfumage datant de mars 2026 réalisé par la société CHUBB. Des anomalies ont été observées mais corrigées directement lors de l'intervention du prestataire. Il est conclu à un état correct du désenfumage sur site dans les chais et dans la distillerie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/04/2009, article 13.5.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Constat lors de la VI de 2024 :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de corriger les écarts affectant la détection automatique d'incendie dans les chais.</p> <p>L'absence de mise en place des actions suscitées expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>

<p>Constats :</p> <p>La détection automatique d'incendie avait fait l'objet de réparations après l'inspection d'avril 2024. L'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique de la détection incendie du site datant de mars 2025. Ce contrôle a été fait par la société OPTI SECURITE.</p> <p>Aucune anomalie n'est consignée dans le compte-rendu d'intervention qui indique « test DM, détecteurs de fumée, sirène et batterie : OK ».</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Défense incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/08/2024, article 2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve incendie d'au moins 880 m³ à mettre en place en propre sur site ; cette réserve permet à un nombre suffisant d'engins du SDIS d'y stationner pour procéder à des pompages en simultané de sorte à lutter contre un incendie ; - de deux poteaux incendie publics situés à proximité des installations devant débiter chacun a minima 60 m³/h sous 1 bar ; l'exploitant s'assure annuellement auprès du gestionnaire que cette réserve est disponible et à défaut, il met en place une réserve d'eau complémentaire en cas de déficit hydraulique ; - d'une zone permettant le pompage dans le cours d'eau « Le Saint Pierre » pour le site en cas d'incendie ; une aire de stationnement pour un engin du SDIS doit être maintenue accessible en toutes circonstances. <p>L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle des ressources en eau incendie. Les réserves sont dotées de dispositifs permettant, à tout moment, de s'assurer de leur contenance.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, la présence des poteaux incendie à proximité du site et de la réserve incendie de 880 m³, a bien été observée par l'inspecteur.</p> <p>Sur site, il existe bien plusieurs possibilités pour le SDIS de stationner un engin pour procéder à des opérations de pompage d'eau directement à dans le St Pierre.</p> <p>Enfin, l'exploitant a présenté le certificat Q4 faisant suite au contrôle des extincteurs du site réalisés en septembre 2025 par la société CHUBB. Il est conclu dans ce document que l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Fosse d'extinction et rétention déportée

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2026, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les chais de stockage d'alcools sont raccordés à la fosse d'extinction (ou bassin étouffoir), située en amont de la rétention déportée d'au moins 1200 m³, a une capacité minimale de 129 m³... L'exploitant réalise un aménagement pour permettre le contrôle visuel de la rétention déportée.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser les travaux de création de l'étouffoir et de la rétention déportée suite à l'inspection réalisée en avril 2024. Les travaux se sont finalisés en fin d'année 2025. Sur site le 02/04/2026, l'inspecteur a bien constaté la présence de la fosse d'extinction et de la rétention déportée.</p> <p>Ces deux ouvrages sont situés sous la dalle du bâtiment à construire pour la mise en bouteille. Le contrôle visuel de ces deux ouvrages est rendu possible grâce à des trappes d'accès. Il a bien été constaté que la fosse d'extinction était en eau et que le trop plein de celle-ci donnait sur la rétention déportée maçonnée sous dalle.</p> <p>Pour justifier de la conformité des travaux réalisés, l'exploitant a transmis un DOE (dossier d'ouvrage exécuté) établi par la société BAHUGNE et FILS. Plusieurs éléments précisent la conformité et le respect de certaines préconisations du cahier des charges ; en revanche à aucun moment, le DOE ne précise explicitement les caractéristiques géométriques des ouvrages pour en justifier le bon dimensionnement. Il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer que les ouvrages (fosse d'extinction et rétention déportée) sont bien conformes en termes de capacité par rapport à l'attendu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Maison d'habitation interne au périmètre ICPE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2026, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une ancienne maison d'habitation est présente dans le périmètre ICPE autorisé ; celle-ci se trouve dans la zone du site à proximité des bureaux et de la distillerie. Cette maison doit rester vide en toutes circonstances de toutes occupations humaines. Autrement dit, aucun habitant permanent ne peut y résider.</p>
<p>Constats :</p> <p>La maison d'habitation proche de la distillerie est bien vide ; l'exploitant indique l'utiliser seulement pour la réalisation de dégustations en journée qui s'avèrent assez occasionnelles (environ une trentaine par an).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Rétention cuverie vins

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 2.1</p>

Thème(s) : Risques chroniques, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de moûts, vins et sous-produits de la vinification est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la capacité de la plus grande cuve ou à un dispositif permettant d'assurer une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité de la plus grande cuve.</p> <p>En outre, la capacité de rétention de la cuverie vins (composée de 3 cuves inox totalisant une capacité de 211,2 m³ de vins) respecte ces critères. L'exploitant met également en place des moyens de pompes mobiles pour éviter tout débordement de la rétention, en cas de perte de confinement du stockage de vins, vers le cours d'eau « Le Saint Pierre » situé à proximité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté que l'exploitant avait créé un caniveau de collecte en périphérie de la cuverie vins communiquant avec un regard en point bas. En cas de remplissage de ce regard, l'exploitant dispose des moyens de pompage suffisants (pompes et tuyaux souples à proximité) pour transférer les effluents vers des cuivons béton enterrés, et situés à proximité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2026, article 3
Thème(s) : Situation administrative, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est composé des installations / équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Distillerie composée de 8 alambics de 25 hl de charge alimentés au gaz naturel de ville ; -3 cuves de stockage extérieures de vins d'une capacité maximale cumulée de 2112 hl ; -Plusieurs chais de stockage d'alcools tels que décrits ci-dessous : On entend par chai de distillation, le chai attenant à la distillerie destiné à recevoir les eaux-de-vie nouvellement distillées:

Désignation du chai	Type et caractéristiques du stockage	Surface en m ²	QSP en m ³
Chai Coubret	Fûts	128,26 m ²	70
Chai Testard	Fûts	113,74 m ²	45
Chai 5	Fûts et tonneaux	55,08 m ²	27
Chai 6	Fûts et tonneaux	63,24 m ²	32
Chai 7	Fûts et tonneaux	39 m ²	23
Chai 8	Fûts	86 m ²	20
Chai 9	Fûts et tonneaux	175 m ²	87

4/7

Chai 10	Fûts et tonneaux	296 m ²	118
Chai 11	Fûts et cuves inox	153,75 m ²	27
Chai 15	Fûts et tonneaux	143 m ²	117
Chai 16	Fûts et tonneaux	387,6 m ²	232
Chai entrée - distillation	Cuves inox	111,6 m ²	10
Cave 1	Bonbonnes verre (contenance individuelle de 20 litres)	150 m ²	7
Cave 2	Bonbonnes verre (contenance individuelle de 20 litres)	46,2 m ²	24
Cave 3	Bonbonnes verre (contenance individuelle de 20 litres)	103,75 m ²	23

Les anciens chais référencés 12, 13 et 14 de l'arrêté préfectoral du 08/04/2009 susvisé sont déclassés et aucun stockage d'alcools ne peut y être présent.

Les anciens chais référencés 12, 13 et 14 de l'arrêté préfectoral du 08/04/2009 susvisé sont déclassés et aucun stockage d'alcools ne peut y être présent.

Constats :

L'exploitant tient un état des stocks pour chacun des chais listés ci-dessus.

<p>Concernant les états des stocks transmis le 05/03/2026 pour les autres chais, les quantités stockées sont les suivantes : chai Couvret : 52,6 m³, Testard : 25,5 m³, 5 : 13,4 m³, 6 : 7 m³, 7 : 6,7 m³, 8 : 14,4 m³, 9 : 53,2 m³, 10 : 52,4 m³, 11 : 0,5 m³, 15 : 21,2 m³, 16 : 150,6 m³. Concernant la partie « bonbonnes », un stockage de 6,9 m³ pour la cave 1, de 8,3 m³ pour la cave 2, de 2,26 m³ pour la cave 3.</p> <p>Pour chaque état des stocks, la capacité maximale à ne pas dépasser est précisée. Après examen des quantités stockées, l'inspection constate qu'aucun dépassement de QSP n'est observé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Aires de dépotage et rétention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/08/2024, article 2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les deux aires de chargement présentes sur site (à proximité de l'atelier de distillation et à proximité des chais de stockage) sont associées à des capacités de rétention qui leur sont propres. Sauf à ce que ces dernières soient reliées hydrauliquement à la rétention déportée, l'exigence de regards siphonides les concernant ne leur est pas applicable.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel lors de la précédente inspection d'avril 2024, l'inspection avait relevé que « l'aire située au niveau de la distillerie n'est raccordée à aucune capacité de rétention ; en revanche, l'inspection a constaté que le revêtement de l'aire est étanche et qu'il est possible de créer une liaison de proximité de l'aire avec les cuivons enterrés et situés à proximité. Ces cuivons ne sont que très rarement utilisés pour stocker les vinasses (capacité totale disponible de 1200 hl selon l'exploitant). L'exploitant a précisé qu'il allait mettre en place les actions nécessaires pour remédier à l'écart ».</p> <p>Lors de l'inspection, il a bien été relevé que l'aire de dépotage d'alcools, située à côté de la distillerie, avait été raccordée (par la création d'un caniveau) à un des cuivons béton enterrés d'une capacité de 40 m³ selon les dires de l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Démarche de réduction du risque

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/02/2026, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet un complément d'étude de dangers pour définir les dispositions techniques et/ou organisationnelles - mesures de maîtrise des risques (MMR) à mettre en œuvre pour limiter ou supprimer les impacts de zones où des tiers sont exposés à des effets létaux et/ou létaux significatifs.</p> <p>Les MMR techniques et/ou organisationnelles retenues dans ce cadre répondent à la définition</p>

<p>d'une MMR au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié susvisé (par exemple en passant par la réduction des stockages d'alcools dans les chais et/ou la modification des stockages d'alcools dans les chais et/ou le renforcement des dispositions constructives des murs coupe-feu des zones du bloc 3 et/ou l'installation d'un système de refroidissement pour réduire le rayonnement thermique...).</p> <p>L'exploitant propose à l'inspection un calendrier raisonnable de déploiement des MMR complémentaires attendues d'être mises en place pour rendre supprimer les effets thermiques affectant les bâtiments / locaux supra occupés par des tiers. En tout état de cause, le déploiement de ces MMR complémentaires ne devra pas excéder 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>En vue de répondre à la prescription supra, l'exploitant a présenté un devis établi par l'APAVE d'un montant de près de 12 k€, listant le cahier des charges de la prestation proposée.</p> <p>L'inspection attire l'attention de l'exploitant que plusieurs éléments indiqués dans le devis, sont déjà présentés dans l'étude de dangers de 2019 et de 2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, d'ici la fin du mois de février 2027, de communiquer à l'inspection, l'étude demandée à l'article 7 supra.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 10 mois</p>